

# Demain, la finance durable : comment accélérer la mutation vers plus de responsabilité sociale et environnementales

---

## Déclaration du groupe Personnalités qualifiées

**Frédéric Boccara** : « Nous sommes dans une situation d'urgence.

La gravité de la situation écologique, dont le réchauffement climatique, comme la gravité de la situation sociale sont aveuglantes (pouvoir d'achat, chômage, précarité, pauvreté). Elles se doublent d'une crise très profonde du « 3<sup>e</sup> pilier de la durabilité », la démocratie : crise de la démocratie délégataire, avec une fonction présidentielle de plus en plus monarchique mais aussi dans les entreprises, avec une concentration des pouvoirs.

Face à ces urgences l'avis me pose problème et je voterai contre cet avis.

Un. Son angle. L'avis nous propose, je cite, « d'accélérer la mutation vers plus de ». C'est à dire de « faire la même chose »... en un peu mieux. C'est ne pas prendre la mesure de la profondeur des défis !

C'est un tournant complet qu'il faut, rompant avec la logique actuelle. On ne peut pas attendre : « la maison brûle ».

2. **L'ampleur**. Les masses d'argent à mobiliser sont considérables : il faut agir sur les milliers milliards existants. Les utiliser autrement. On ne peut pas jouer à la marge ! Mais il faut aussi, comme le dit le GIEC, des centaines de milliards supplémentaires. On ne peut pas, comme le fait l'avis, mettre de côté le crédit bancaire, la création monétaire en se restreignant à l'argent épargné, déjà existant.

3. **Le diagnostic**. Le rapport affirme que répondre aux défis écologiques, sociaux et démocratiques est conciliable avec la poursuite de la rentabilité financière. Il ne le démontre pas, c'est une affirmation gratuite. Il contourne la question majeure. C'est à dire comment les exigences du « toujours plus de rentabilité financière » du grand capital entrent en balance — voire en contradiction — avec les besoins financiers pour le social ou l'écologie ? Sans parler des exigences démocratiques. Comment s'étonner alors que les gilets jaunes

soient dans la rue, comme les blouses blanches des soignants, les blouses bleues, robe noires des magistrats et magistrates ou stylos rouges des profs, mais aussi les écologistes !

C'est la grande question du coût du capital et de la pression des marchés financiers, 247 Md€ prélevés ainsi sur les entreprises en 2017, en dividendes en intérêts bancaires, sans compter le reste.

Et la course à la rentabilité financière, ce n'est pas la même chose que dégager de l'argent, au-delà des salaires, pour développer l'outil productif et l'efficacité réelle, ou pour développer les dépenses humaines et de services publics ou la réduction du temps de travail, indispensables pour répondre aux défis écologiques et démocratiques. Le social, ce n'est pas seulement une variable d'accompagnement pour l'acceptabilité, comme disent certains.

Pierre Gattaz, alors président du Medef disait à peu près : « nous avons déjà suffisamment de contraintes avec la rentabilité financière, ne nous en ajoutez pas une autre avec l'écologie. Laissez-nous faire ce qu'on peut ».

Mais que fait-on ? Il faut affronter cette contrainte de la rentabilité. Se donner des outils pour la desserrer. Dégager les entreprises de cet étau, proposer une autre logique, d'autres critères. C'est le sujet ! Je suis persuadé que nous aurions pu trouver des éléments de consensus dans cette assemblée, car nous sommes très largement d'accord pour dire que « la maison brûle » et que nous faisons face à une logique folle de la finance.

4. Quatrième problème. Face à cette énorme pression il faut faire le poids. Or les préconisations sont floues et trop souples. La préconisation numéro 6, par exemple : les entreprises doivent donner « la part des investissements évalués ESG et avec un label ISR ». Mais la question n'est pas « oui ou non durable ». La question est comptable : quels résultats, combien de pollutions, ou de rejets de CO2, les investissements ont générés, combien d'emplois ils ont créés.

C'est aussi une question majeure de démocratie réellement citoyenne et d'intervention qui doit porter sur les investissements, l'utilisation de l'argent.

Je voterai donc contre cet avis ».